

# Financer Frontex revient à soutenir des frontières militarisées

**Frontex devrait recevoir, chaque année, 61 millions de francs de la Suisse. Avec plusieurs organisations antiracistes et politiques spécialisées dans la migration et les JDS, le Migrant Solidarity Network a lancé un référendum contre cette décision du Parlement. Depuis longtemps, les JDS réclament la mise en œuvre effective des droits humains aux frontières extérieures de l'Europe – raison pour laquelle nous rejetons tout financement de Frontex.**

## **Pendant la pandémie, les violations des droits humains des migrant·e·s continuent**

Alors que les personnes requérantes d'asile en Suisse ne sont qu'insuffisamment protégées contre le Covid-19 et que les personnes déboutées peuvent désormais être testées de force, des personnes meurent encore, chaque jour, aux frontières extérieures de l'Europe. La cause ne saurait être recherchée dans les conditions de fuite inévitablement dangereuses, mais dans le cloisonnement systématique des frontières européennes. Avec pour but d'enrayer l'arrivée de réfugié·e·s en Europe. Des personnes se noient dans la Méditerranée, l'Europe laissant des organisations civiles se charger, seules,

des sauvetages d'urgence en mer. Ou elles sont passées à tabac par la police des frontières sur la route des Balkans, puis, repoussées illégalement. Au nord de l'Afrique, elles sont systématiquement retenues de force, dérouterées de la proximité des enclaves coloniales espagnoles de Ceuta et Melilla, et empêchées de déposer une demande d'asile.

## **Frontex protège des frontières, pas des personnes**

Frontex est l'agence de l'UE compétente pour contrôler les frontières extérieures de l'Union européenne. Elle coordonne ainsi la «protection des frontières» des polices frontières des Etats membres – et est, en raison de cette étroite collaboration, coresponsable des

violations des droits humains. Les indices d'une participation systématique de Frontex à des *pushbacks*, par exemple de la part des gardes-frontières grecs, et de violations des devoirs d'annoncer ces incidents se précisent<sup>1</sup>. Depuis sa fondation, l'ampleur des tâches de l'Agence européenne de protection des frontières Frontex n'a pas cessé de croître: en 2005, Frontex disposait d'un budget annuel de 6 millions d'euros. En 2021, ce budget est passé à 554 millions d'euros. Ces six prochaines années, Frontex devrait recevoir 5,2 milliards d'euros et, d'ici à 2027, devrait disposer d'une réserve permanente de 10 000 forces d'interventions (actuellement 6500). La Suisse participe, depuis 2011, à Frontex. Le Parlement a décidé d'augmenter la contribution suisse de 14 à 61 millions de francs en 2027 – soit 5% du budget total.

## **Pas de financement des violations des droits humains**

Les JDS sont convaincu·e·s que la Suisse devrait inves-

tir cet argent non pas dans le rejet de la migration, mais dans un projet européen de recherche et de sauvetage. Une amélioration de la sécurité des routes de voyage et la reconnaissance d'un droit effectif à demander l'asile sont les seuls éléments permettant de satisfaire à la prérogative universelle du respect des droits humains. Des premières étapes dans ce sens consisteraient dans la réintégration des demandes d'asile aux ambassades et une extension des visas humanitaires. Au lieu du financement de frontières militarisées, les JDS attendent de la Suisse et de sa tradition humanitaire un engagement déterminé pour une politique migratoire européenne solidaire axée sur les droits humains.

**Manuela Hugentobler,**  
Comité exécutif JDS

<sup>1</sup> [https://www.deutschlandfunk.de/eu-grenzsicherung-und-menschenrechte-frontex-und-die.724.de.html?dram:article\\_id=491339](https://www.deutschlandfunk.de/eu-grenzsicherung-und-menschenrechte-frontex-und-die.724.de.html?dram:article_id=491339)

Plus d'informations:  
<https://frontex-referendum.ch/fr/>  
Über uns: Podcasts - Institut für Sozialanthropologie (unibe.ch)